

Produits Brarudi (page 3)

# Une pénurie inquiétante



Aujourd'hui, il est très difficile de trouver les boissons produites par la BRARUDI à Bujumbura comme à l'intérieur du pays.

ECONOMIE



Compte-rendu budgétaire

Une certaine opacité dans le compte-rendu budgétaire ... (page 2)

ECONOMIE



ABEF

L'ABEF à l'œuvre pour le développement économique (page 4)

SOCIÉTÉ



Mutualité communautaire

Petit à petit, la mutualité communautaire de santé fait son nid (page 5)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.



## Editorial

# Un environnement des affaires peu attractif



Benjamin Kuriyo,  
Directeur de publication

la voie de la transformation économique de manière à augmenter et diversifier la production sans entraver l'équilibre écologique», a déclaré le président de la République Evariste Ndayishimiye lors du sommet des chefs des Etats tenu à Nairobi le mois précédents.

La campagne de lutte contre la pauvreté pour aspirer à la prospérité partagée et un développement durable se heurte à des défis de taille. Même si le gouvernement s'est donné un pari de l'émergence endéans 16 ans, à travers sa nouvelle « Vision d'un Burundi Emergent en 2040 et Développé en 2060 », l'économie nationale est plus que jamais exposée aux chocs extérieures.

La société civile dresse un bilan mitigé des réformes macro-économiques déjà initiées. Le pays connaît un problème criant liée à l'insuffisance des infrastructures d'appui à la production avec les coupures intempestives d'électricité, la pénurie d'eau, etc. A cela s'ajoutent la pénurie chronique des devises qui handicape l'activité industrielle surtout avec la pénurie historique du carburant. Bref, l'environnement des affaires au Burundi limite les investissements privés tant nationaux qu'étrangers.

L'Ong PARCEM dénonce l'absence du libéralisme économique dans la mesure où l'ingérence des pouvoirs publics dans les affaires du secteur privé devient monnaie courante.

Il suggère la libéralisation complète de l'économie pour stimuler le secteur privé, moteur de la croissance économique.

La coalition des syndicats évoque le problème d'inflation qui érode le pouvoir d'achat des travailleurs. Les salaires des fonctionnaires ne leur permettent pas de joindre les deux bouts du mois. Elle exige des gestes de la part du gouvernement pour endiguer la flambée des prix sur le marché. Le népotisme préoccupe également les syndicalistes. Pour eux, il faut payer des pots de vin ou militer politiquement pour décrocher un emploi dans le secteur public. Or, les lauréats doivent avoir les mêmes chances sur le marché du travail.

Le gouvernement se dit prêt à engager un dialogue social avec toutes les parties prenantes pour trouver des solutions durables à ces défis. Cependant, le dialogue ne suffit pas à lui seul. Le contexte économique nécessite une analyse profonde des causes de la détérioration des principaux indicateurs économiques. Pour l'exercice budgétaire qui s'annonce, il faudra une meilleure répartition des ressources selon les priorités tout en ciblant le financement des projets à résultats rapides. De plus, le pays doit investir dans l'amélioration du climat des affaires et attirer les investissements.

A l'instar des autres pays, le Burundi se lance dans le redressement de son économie pour améliorer les conditions de vie des populations et réduire les inégalités sociales. Ainsi, « le pays s'est engagé sur

## ECONOMIE

# Une certaine opacité dans le compte-rendu budgétaire pour l'exercice 2022-2023

**L'exécution budgétaire pour l'exercice de 2022-2023 a atteint 105 % des réalisations. Les dépenses sont de 112 % et les dividendes distribués à l'Etat par certaines sociétés publiques ont augmenté. Pourtant, le stock de la dette reste volatile**

Pour l'exercice 2022-2023, le budget a été exécuté en recettes et en dépenses. Les prévisions des recettes étaient fixées à plus de 2 194,8 milliards de FBu. Ainsi, les réalisations ont atteint plus de 2 316 milliards de FBu, soit 105% des réalisations par rapport aux prévisions. Cela a été annoncé vendredi le 26 avril 2024 par le ministre en charge des finances lors de la présentation du projet de loi portant règlement et compte-rendu budgétaire à l'assemblée nationale

Le ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique Audace Niyonzima qui a présenté ce compte-rendu budgétaire a annoncé que ces réalisations en dépassement sont tirées pour les recettes non fiscales par l'augmentation des dividendes distribués à l'Etat par les sociétés à participation publique ainsi que les sociétés mixtes qui se sont élevés à 83 milliards de FBu contre 44 milliards de FBu qui étaient prévus et la vente des biens et services, surtout la vente des semences sélectionnées pour 23 milliards de FBu contre une prévision de 2 millions de FBu. Ensuite, le



Audace Niyonzima, le ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique.

montant des exonérations s'élève à plus de 294 milliards de FBu contre 80 milliards de FBu qui étaient prévus.

Quant aux dépenses totales, elles ont connu des dépassements par rapport aux prévisions causés notamment par le dégel des annales pour les fonctionnaires régis par le statut général des fonctionnaires, l'apurement des arriérés, l'augmentation des salaires pour l'armée et la police ainsi que les imprévus. Sur les prévisions de dépenses de plus de 2 392,502 milliards de FBu, les réalisations sont estimées à plus de 2 688,593 milliards de FBu, soit 112 %.

### Quid de l'augmentation du stock de la dette ?

L'encours de la dette globale jusqu'au 30 juin 2023 s'élève à

plus de 5 366,4 milliards de FBu. Comparativement à la même date en 2022, la dette intérieure a connu une augmentation de plus de 2 762,4 milliards de FBu. Dans ce sens, la dette intérieure est estimée à plus de 3 727 milliards de FBu. Quant à la dette extérieure, elle a aussi augmenté. Elle est passée de 1 163,4 milliards à 1 639,3 milliards de FBu.

Le ministre Niyonzima a enfin expliqué que les causes de cette augmentation sont notamment la dépréciation monétaire nationale qui a fait que la dette soit réévaluée à un montant de 477 milliards de FBu, le non enregistrement des conventions sur les fertilisants dans la dette extérieure pour un montant de 526 milliards de FBu ainsi que l'endettement envers les banques commerciales à savoir : la Bancobu et la banque de droit tanzanien CRDB.

pourquoi certaines sociétés publiques travaillent de mal en pis, enregistrent des résultats comptables négatifs et ne paient pas convenablement les dividendes alors que l'Etat y place beaucoup d'argent. Le ministre Niyonzima a expliqué que cette perte a été causée par le mauvais comportement des dirigeants de ces sociétés dans les années antérieures, mais que le gouvernement se préoccupe de cette question en fournissant beaucoup d'efforts pour qu'elles soient encore plus productives. «Les audits de l'inspection générale de l'Etat et au niveau du ministère sont déjà organisés. Les rapports seront transmis au gouvernement. Les mesures et les décisions qui s'imposent seront prises pour le renouvellement de ces sociétés», a-t-il ajouté.

### Les activités prévues pour l'amélioration de la comptabilité publique

Pour améliorer la comptabilité publique et la production des rapport comptables, le ministère en charge des finances prévoit les activités ci-après : le rapprochement bancaire quotidien, l'établissement d'un calendrier de clôture des comptes, la clôture mensuelle des comptes pour contrôler les écritures comptables et les solder au fur et à mesure, la transcription dans les comptes de l'ensemble des arriérés de l'Etat, la résolution des soldes anormaux dans la balance des comptes, la tenue d'un fichier détaillé, l'inventaire physique valorisé des immobiliers,...

Aline Niyibigira

### Pourquoi une faible production des sociétés à participation publique ?

Les députés ont voulu savoir

**BurundiEco**  
Hébergement socio-économique gratuit

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design Imprimerie

Référence CNC : 100/CNC/236/2012  
Parution le vendredi  
Directeur de publication et Rédacteur en chef : Benjamin Kuriyo  
Rédacteur en chef adjoint : Mélance Maniragaba  
Service commercial : +257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 03 Mai 2024		
	Marché officiel	
Monnaies étrangères	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2852	2898
Euro	3062	3111
Shi. Kenyan	21,1284	21,4692
Shi. Tanzanien	1,0996	1,1173
Shi. Ougandais	0,7516	0,7637
Fr Rwandais	2,2081	2,2437

Sources : BRB/www.brb.bi



## La pénurie des produits BRARUDI : les alcoophiles ne savent plus à quel saint se vouer

Les consommateurs de la bière ont du mal à trouver les produits BRARUDI et plus particulièrement l'Amstel. Même les parlementaires demandent au gouvernement de trouver solution à ce problème. Pourtant, cette entreprise contribue énormément à l'économie nationale



Si la pénurie des produits BRARUDI perdure, certains débits de boissons risqueront de mettre la clé sous la porte.

La pénurie des boissons produites par l'entreprise BRARUDI n'est pas nouvelle pour les amateurs burundais de la sainte mousse. Elle a été signalée à plusieurs reprises au cours de ces cinq dernières années voire avant. Mais depuis mi-avril 2024, ce problème a probablement atteint son paroxysme. Les consommateurs des produits BRARUDI ont intégré en masse des groupes WhatsApp dans lesquels ils échangent ou signalent les bars qui disposent des boissons de la BRARUDI. Cela à l'instar des automobilistes qui se réunissent également dans des groupes WhatsApp dont le but est de chercher les stations-service qui disposent du carburant.

La pénurie des produits BRARUDI prend de l'ampleur. Il n'est pas rare de trouver un bar complètement fermé en plein week-end à cause du manque de la bière. D'autres débits de boissons qui essaient de garder la tête hors de l'eau ne disposent que de Primus et de limonades. Les boissons de type Amstel, quant à elles, sont devenues très rares. Dans la plupart des cas, lorsque l'Amstel est disponible, il coûte

très cher ou les gérants des bars imposent des conditions quasiment insupportables pour s'en procurer. « Aujourd'hui, nous avons eu de la chance. Nous disposons de quelques caisses de bechou (petit Amstel). Cette boisson est servie uniquement au client qui commande au moins une brochette », nous confie une serveuse dans un bar du centre-ville de Bujumbura. Par après, nous avons appris que le petit Amstel coûte 5000 FBu au lieu de 2600 FBu (prix officiel). « J'ai été obligé d'acheter d'abord une brochette pour ensuite être servi en bechou. Je n'avais pas de choix vu que je viens de passer au moins quatre

jours sans ingurgiter la bière. La soif a failli m'emporter », révèle un homme rencontré dans le bar ci-haut évoqué. Malheureusement, il n'a pas pu consommer sa brochette à cause d'une maladie chronique qui lui tient compagnie. La seule boisson alcoolisée qui est parfois trouvable, c'est le Primus. Mais il coûte au moins 4000 FBu au lieu de 2000 FBu (prix officiel).

Les détenteurs des débits de boissons disent qu'ils travaillent à perte. Janvier (pseudo), gérant d'un bar à Buyenzi (Bujumbura) affirme que dans les conditions normales, il ne peut pas vendre moins

de 10 casiers de bière par jour. Malheureusement, aujourd'hui, son bar ne peut même pas vendre une seule caisse de boissons par jour. Cela est ainsi alors qu'il doit payer le loyer et les salaires de cinq serveurs. « Si cette situation perdure, nous ne pourrions pas tenir longtemps, nous mettrons la clé sous la porte », se désole le prénommé Janvier.

### Le gouvernement reconnaît les problèmes de la BRARUDI

Même si la BRARUDI n'a pas communiqué officiellement sur ses déboires, elle traverse des moments difficiles. Même les parlementaires s'en inquiètent. Ils ont peur que cette entreprise ne ferme ses portes alors qu'elle est le fleuron du fisc burundais (un des plus grands contributeurs). Ils demandent pourquoi cette entreprise ne peut pas avoir l'autorisation d'exporter ses produits afin de générer les devises nécessaires pour l'importation des matières premières.

Mercredi le 24 avril 2024, devant le Parlement réuni en congrès, le premier ministre Gervais Ndirakobuca a affirmé que la BRARUDI a adressé une lettre à l'Etat pour expliquer les problèmes auxquels elle fait face, notamment la problématique de l'importation des matières premières. « L'Etat burundais a pris en compte ce problème, mais il est réticent d'autoriser officiellement la BRARUDI à exporter ses produits. Le marché burundais n'est pas encore saturé. Or, généralement, on exporte le surplus », a précisé le premier

ministre. Malgré tout, il affirme que l'Etat est à l'œuvre pour aider la BRARUDI à importer les matières premières dont elle a besoin.

### Pourtant, la production de BRARUDI augmente d'année en année

Malgré la pénurie des boissons de l'entreprise BRARUDI, sa production a augmenté au cours des cinq dernières années selon les statistiques de la Banque de la République du Burundi (BRB) sur la production des principales industries locales. A titre illustratif, de 2019 à 2023, la production de la bière Amstel est passée de 677 mille à un million d'hectolitres. Pour cette même période, la production de la bière Primus est passée de 1,3 millions à 1,6 millions d'hectolitres.

Malgré les problèmes auxquels la BRARUDI fait face, elle contribue énormément à l'économie nationale. Pour l'exercice budgétaire 2020-2021, les entreprises dans lesquelles l'Etat détient des actions ont versé des dividendes équivalents à 31,1 milliards de FBu. Pourtant, la part de la BRARUDI est de 27 milliards de FBu, soit 86 %.

Nonobstant, si cette pénurie des boissons de la BRARUDI perdure, les recettes issues de la consommation de la bière diminueront, car BRARUDI est un des plus grands contributeurs. Pour l'année budgétaire 2020-2021 la taxe sur la consommation de la bière a contribué à hauteur de 116,3 milliards de FBu de recettes.

Gilbert Nkurunziza

## SOCIÉTÉ

### Journée internationale du travail

## Le dialogue en milieu de travail, une priorité pour accroître le rendement

Le 1<sup>er</sup> mai de chaque année, le Burundi se joint aux autres pays pour célébrer la fête du travail et des travailleurs. Cette année, cette fête arrive au moment où la situation des travailleurs n'est pas des plus reluisantes en raison de la cherté des produits de première nécessité. La solution durable aux défis existants s'avère nécessaire

(Confédération des Syndicats du Burundi) lors des cérémonies qui se sont tenues en mairie de Bujumbura Tharcisse Gahungu a pointé du doigt les lacunes auxquelles il est parfois difficile de répondre en raison du manque de dialogue entre les employeurs et les travailleurs. Il a notamment mentionné l'âge de la retraite, le code du travail, l'indépendance des syndicats, le dialogue en milieu de travail, le changement climatique et ses conséquences, etc.

### De la cherté de la vie

Selon Tharcisse Gahungu, les salaires des travailleurs ne sont pas suffisants pour subvenir à leurs besoins. Il est difficile pour les travailleurs de se nourrir correctement, de se soigner, de se déplacer, etc. La situation est compliquée car, au Burundi, il n'y a pas de politique d'indexation des salaires sur le coût de la vie. L'indépendance des syndicats n'est pas respectée. Souvent, les décisions sont prises sans concertation. Ce qui montre que le dialogue n'est pas valorisé. Par exemple, la suspension des annales des fonctionnaires sans préavis, la modification de l'âge légal de la retraite de 65 à 60 ans, l'interdiction des tricycles, des motos et des vélos d'accéder à tous les coins de la ville de Bujumbura.

M. Tharcisse Gahungu a souligné que ces véhicules causaient des accidents de roulage. Cependant, avec la pénurie de carburant, il est très difficile de se déplacer en bus. Il est donc nécessaire que les autorités puissent revoir cette mesure pour



Les travailleurs des services tant publics que privés avaient répondu au défilé du 1<sup>er</sup> mai.

faciliter les déplacements des moins nantis. Il estime qu'avec un dialogue sincère, ce problème pourra être résolu. Il est également nécessaire de protéger les travailleurs qui ne sont pas couverts par le code du travail et de mettre en place une réglementation spécifiques qui les concerne.

### Des problèmes persistent

Théodore Kamwenubusa, président de l'Association des Employeurs du Burundi (AEB) a exprimé sa profonde gratitude pour ce qui a déjà été réalisé par l'Etat et pour les efforts en cours visant à atteindre

la vision du Burundi, un pays émergent en 2040 et développé en 2060. Cependant, des lacunes persistent telles que les autorités et les fonctionnaires qui enfreignent la loi en se livrant au commerce (obstruction au régime des incompatibilités).

De plus, il a fait savoir que l'AEB fait face de nombreux problèmes. A cet égard, Kamwenubusa demande au gouvernement de trouver des solutions durables aux défis majeurs auxquels sont confrontées les entreprises et les sociétés privées. Ces défis incluent l'insuffisance de l'énergie électrique, la pénurie du

carburant, le manque de devises, la lenteur de l'internet et les modifications fréquentes des lois sur les impôts et les taxes.

Face à toutes ces préoccupations, que ce soit celles présentées par le représentant de la COSYBU ou celles de l'AEB, Prosper Bazombanza, Vice-Président de la République du Burundi a affirmé que des solutions seront trouvées grâce à des négociations tenant compte des intérêts de chacun, mais surtout dans l'optique du développement du pays.

Jonathan Nzoyibonera

Nous allons mettre en place un système de pointe électronique pour surveiller et faciliter la gestion du temps et des présences des employeurs et des travailleurs », a indiqué Evariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi lors de son discours de ce mercredi 1<sup>er</sup> mai marquant la fête du travail et des travailleurs célébrée chaque année à l'échelle mondiale. Cette journée est une bonne occasion de faire une introspection sur nos réalisations, mais aussi de nous fixer d'autres objectifs à atteindre.

La réduction de la production est partiellement attribuable aux fonctionnaires qui sont parfois paresseux ainsi qu'à la mauvaise utilisation des fonds publics, à la corruption et au manque de dignité en milieu de travail et cela nécessite une autoévaluation. Ces travailleurs doivent savoir que nous allons faire tout le possible pour que le code du travail soit appliqué, a indiqué le Président de la République.

S'exprimant au nom de la COSYBU



# L'ABEF à l'œuvre pour le développement économique

La contribution du secteur bancaire est essentielle pour stimuler la croissance économique du pays, car il permet d'accorder des prêts aux bénéficiaires. Néanmoins, il existe des défis majeurs à surmonter tels que la question des devises, le blanchiment d'argent, l'accès au financement, etc

Les banques jouent un rôle important dans le développement économique du pays en tant qu'intermédiaires financiers qui mobilisent les ressources financières pour les transformer en crédits et financements pour les acteurs économiques. Par exemple, elles peuvent collecter l'épargne, accorder des crédits, faciliter les transactions commerciales, etc.

Dans cette optique, l'Association des Banques et Etablissements Financiers du Burundi (ABEF) a pour mission principale de fédérer les établissements de crédit, de défendre leurs intérêts communs et de servir d'interface avec différents partenaires collectifs, tout en veillant à développer un secteur bancaire solide, cohérent et résilient.

De plus, récemment, lors de la première édition du Café Banque et Finances du Burundi (CBF), l'ABEF a échangé les idées avec des experts du secteur de l'économie bancaire



Certaines recommandations ont été formulées lors de la première édition du Café Banque et Finances du Burundi (CBF), notamment que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires afin de stimuler la croissance économique.

et monétaire sur le rôle des banques dans le financement de l'économie, surtout sur l'état des lieux, les enjeux, les défis et les perspectives. L'objectif était de stimuler la croissance économique, d'améliorer l'environnement des affaires et de promouvoir l'investissement dans le pays.

Pour Guy Roger Ghislain Ntwenguye, Président de l'ABEF, ladite édition du CBF a été une bonne occasion de comprendre l'impact d'un système financier dominé par le secteur bancaire. Cela aidera l'ABEF à atteindre son objectif de la vision globale à l'horizon 2030 et au-delà, en

consolidant les contacts entre les membres, en veillant à leurs intérêts communs et en contribuant au développement durable du Burundi

## Quid des défis à relever ?

Les banques au Burundi font face à plusieurs défis dans le

développement économique du pays. En particulier, en ce qui concerne l'accès au financement, elles ont du mal à accorder des prêts aux petites et moyennes entreprises (PME) en raison de contraintes de garantie et de risques élevés. Cela limite l'accès au financement pour de nombreux entrepreneurs.

De plus, il existe d'autres enjeux importants dans ce secteur. Il s'agit de l'industrialisation (notamment dans le secteur agroalimentaire), du traitement des clients, du manque de devises, de l'augmentation de la fiscalité, du blanchiment d'argent, etc.

Pour relever ces défis, selon les recommandations formulées lors de la première édition du CBF, le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour stimuler la croissance économique. Cela implique d'investir dans le secteur de l'énergie, de favoriser le partenariat public-privé, d'adopter un environnement juridique favorable aux affaires, notamment en ce qui concerne les transactions numériques et la confidentialité des données. De plus, la Banque de la République du Burundi (BRB) devrait lever les mesures de suspension qui touchent certains secteurs.

Jonathan Nzoyibonera

## DEVELOPPEMENT

# Eau minérale, une mine d'or inexploitée

Les entreprises de production de l'eau minérale gagnent du terrain. Or, la quasi-totalité de l'eau minérale produite est vendue localement. Pourtant, elle peut générer des devises si elle exportée à l'étranger. Une réunion d'échange pour identifier les défis qui empêchent l'exportation de l'eau minérale a été organisée par l'Agence de Développement du Burundi vendredi le 27 avril 2024

Malgré la pénurie chronique des devises, l'Agence de Développement du Burundi (ADB) continue à chercher de nouvelles opportunités afin de diversifier les sources de revenus pour le pays. C'est dans ce cadre que cette institution a réuni vendredi le 27 avril 2024 les investisseurs du secteur de l'eau minérale et les différents cadres du pays afin qu'ils puissent identifier les défis qui empêchent les investisseurs de capitaliser les avantages naturels de l'eau douce du Burundi pour l'exporter à l'étranger et par conséquent accroître les revenus issus de ce secteur.

En effet, selon cette agence, l'exploitation du potentiel du secteur de l'eau minérale reste encore très minimale, car la quasi-totalité de l'eau minérale produite est vendue localement avec une très petite quantité d'eau exportée par les entreprises Kinju et Eagle mineral water vers la République Démocratique du Congo.

## Défaut de certification, un défi majeur

Bien qu'il puisse générer les



Réverien Nizigiyimana, Directeur général de l'ADB: « L'eau est une ressource précieuse inégalement répartie et le Burundi est l'un des rares pays où l'eau potable est en abondance ».

revenus, le secteur de l'eau minérale regorge de nombreux défis qui l'empêchent d'exploiter son potentiel pour exporter à l'étranger. A part la pénurie récurrente des devises qui empêche les industries d'eau minérale de s'approvisionner en suffisance en matières premières pour booster la production, les produits «Made in Burundi» se heurtent à de nombreux obstacles sur le marché international du fait

que le BBN (Bureau Burundais de Normalisation) l'organe qui est censé certifier les produits burundais n'est pas lui-même certifié.

Petit Christin Habonimana, cadre au service Etude, Prospection et Recherche des opportunités de l'ADB a indiqué que cette non certification du BBN serait la cause du refus de l'eau des sociétés Nice

water et Eagle mineral water de participer à l'expo-2023 Doha qui s'est déroulé du 29 septembre au 6 octobre 2023 à Qatar. Une idée d'ailleurs confirmée par Denis Nshimirimana, secrétaire général de la Chambre Fédérale de Commerce et d'Industrie du Burundi (CFCIB). «Les boissons sont des produits extrêmement sensibles aux normes de certification. La cause du refus des produits Nice water et Eagle mineral à l'Expo de Doha est qu'ils ne sont pas connus internationalement», a-t-il indiqué dans cet atelier.

## Les statistiques et les moyens logistiques font défaut

M.Nshimirimana ne mâche ses mots sur d'autres défis qui hantent le domaine de l'exportation au Burundi, notamment une lacune énorme au niveau des statistiques sur la production. Pour lui, un opérateur économique hésite mille fois avant de s'engager à exporter un produit dont il ignore la production annuelle en quantité et en qualité.

A cela s'ajoute une culture d'affaire qui est très peu développée, l'insuffisance d'infrastructures logistiques, le problème des emballages, le processus de demande d'autorisation d'exportation qui est très longue, etc

## Les pistes de solutions

Pour surmonter les barrières qui empêchent les investisseurs du secteur de l'eau minérale à booster la production et par conséquent à exporter à l'étranger, les intervenants dans ce secteur ont proposé des pistes de solution.

Il fallait d'abord équiper le BBN pour qu'il puisse remplir les normes internationales afin que les certifications qu'il délivre soient crédibles à l'échelle internationale. A ce sujet, Célestin Ntahomvukiye, un cadre au sein du BBN tranquillise les investisseurs oeuvrant dans le secteur de la production de l'eau minérale que dorénavant le service de certification des produits et le laboratoire de chimie du BBN sont actuellement accrédités et le processus de l'accréditation du service de certification système est en cours.

De plus, l'Etat devrait disponibiliser les statistiques qui indiquent les ressources en eau dont il dispose. Cela aidera les investisseurs à connaître la quantité d'eau dont ils ont besoin pour satisfaire le marché locale et le marché international. A cela s'ajoute la sensibilisation des investisseurs du secteur de l'eau minérale à s'associer pour mutualiser les efforts et créer une marque représentant le pays à l'étranger, mais aussi l'organisation des états généraux du commerce pour étudier la problématique liée à l'exportation.

Réverien Nizigiyimana, directeur général de l'ADB a, quant à lui, indiqué que l'eau est une ressource précieuse inégalement répartie et que le Burundi est un des rares pays où l'eau potable est en abondance. En effet, la pénurie de l'eau touche actuellement 40% de la population mondiale et selon les prévisions des Nations Unies et de la Banque mondiale, la sécheresse pourrait exposer 700 millions de personnes à un risque de déplacement d'ici 2030.

Méchaël Tuyubahe



# Petit à petit, la mutualité communautaire de santé fait son nid

Les bénéficiaires de la mutualité communautaire de santé reconnaissent son efficacité surtout en ce qui est de l'intermutualité, une des réformes initiées par PAMUSAB afin de tendre vers la couverture de santé universelle. Toutefois, les bénéficiaires déplorent que les structures sanitaires ne s'approprient pas la mutuelle communautaire de santé



*Yvette Nsengiyumva, bénéficiaire de la MUNASA : « si je n'étais pas membre de la Mutuelle Nationale de Santé (MUNASA)-Twitwararikane, je ne serais pas parvenue à me faire payer la facture après les soins d'un accident mortel de roulage ».*

« Avant que je ne sois membre d'une mutuelle communautaire de santé, je vendais une chèvre ou un mouton pour me faire soigner. Mais avec la mutuelle communautaire de santé, je paie des pourcentages. Ce qui est meilleur, avec la venue de la PAMUSAB, je peux me faire soigner n'importe où l'acteur membre de la plateforme intervient. Les frais des facteurs se remboursent par compensation », indique Salvator Nyandwi, président d'Unissons les Forces pour la Coopération et le Développement, Appui au Monde Rural (UCODE-AMR) en commune Ngozi.

Omer Ntirandekura, président de l'UCODE-AMER fait remarquer qu'une fois sa femme est tombée malade. Comme il était membre d'une mutuelle communautaire de santé, au lieu de payer une facture de 2 millions de FBu, il a dû payer 200 mille FBu. La somme restante a été payée par la mutuelle. Et de renchérir : « Cette situation s'est passée deux fois. La même somme

a été payée l'année suivante. Imaginez-vous au lieu de payer 4 millions de FBu, j'ai payé 400 mille FBu ».

Pour M.Ntirandekura, faire partie d'une mutuelle communautaire de santé est d'une grande importance. « On peut se faire soigner dans une structure sanitaire publique ou privée, contrairement à la situation où on est détenteur d'une Carte d'Assistance Médicale (CAM), la carte de la Mutuelle de la Fonction Publique (MFP) ou la carte d'une assurance. Là, on est obligé de se faire soigner dans une structure

sanitaire soit publique, soit privée », explique-t-il.

## MUNASA, les membres dans la cadence

Yvette Nsengiyumva de la colline Muyogoro, commune Ndava dans la province de Mwaro précise qu'elle a été victime d'un accident mortel de roulage et s'est retrouvée dans un hôpital privé dans la province de Gitega.

La trentenaire et mère de 3 enfants témoigne que si elle n'était pas

membre de la Mutuelle Nationale de Santé (MUNASA)-Twitwararikane, elle ne serait pas parvenue à se faire payer la facture des soins. Celle-ci était de 324 mille FBu. « Mais j'ai dû payer 162 mille FBu », se réjouit-elle.

## Les membres de la mutuelle communautaire de santé incompris par les structures sanitaires

« Nous avons compris que nous ne sommes pas une charge pour le gouvernement. C'est pourquoi nous adhérons aux mutuelles communautaires de santé. Cela afin que les membres de ces mutuelles se fassent soigner entre eux-mêmes », signale Dieudonné Habonimana, trentenaire, père d'un enfant et originaire de la colline Rapiro, commune Mutumba, province de Karusi.

Bénéficiaire de la MUNASA, il déplore que lorsque les bénéficiaires de la mutuelle communautaire de santé tombent malades, les agents des structures sanitaires les accueillent en dernière position. Abondant dans le même sens, Jean Claude Mupenzi, trentenaire et père de 2 enfants habitant la colline Butare, commune Kiremba de la province de Ngozi regrette que les pourcentages sur les factures sont souvent mal calculés.

## Un long chemin à faire

Bien que les gens adhèrent progressivement à la mutuelle communautaire de santé, le taux de pénétration reste toujours faible.

Diane Ndagijimana, cheffe du projet « Amagara aruta amajana » au sein de l'UCODE-AMR déclare que de 2017 à 2023, 11 014 ménages ont été assurés à l'UCODE-AMR, soit 55 787 bénéficiaires et 59 190 cas ont été traités. La valeur des factures payées est estimée à 192 millions de FBu. « Les ménages assurés en 2024 sont au nombre de 2 147 tandis que ceux-ci étaient au nombre de 1 052 en 2023 », signale Mme Ndagijimana.

Idesbald Nsabimana, administrateur délégué national de la MUNASA, précise que 5 924 ménages assurés, soit 30 255 bénéficiaires ont adhéré à la MUNASA en 2014. En 2024, la MUNASA a assuré 21 683 ménages, soit 96 265 bénéficiaires.

Selon M.Nsabimana, ces ménages assurés sont toujours faibles. Il s'inquiète que les individus ne comprennent pas l'utilité de la mutualité lorsqu'ils tombent malade. Pourtant, lorsque c'est une assurance automobile, les propriétaires des véhicules la paient sans hésiter.

Et de demander que l'adhésion à la mutuelle communautaire de santé soit une exigence du gouvernement pour arriver à la couverture universelle de santé.

UCODE-AMR et MUNASA sont deux organisations parmi cinq qui forment la PAMUSAB. Les autres sont : Appui au Développement Intégral et à la Solidarité sur les Collines (ADISCO), la FVS-AMADE Burundi et la Memisa Belgique.

Mélance Maniragaba

## EDUCATION

# Quand le système « Baccalauréat-Master-Doctorat » inquiète les universitaires

Le système Baccalauréat-Master-Doctorat (BMD) n'a pas amélioré la réussite des étudiants de l'université du Burundi. Les étudiants qui réussissent avec mention « distinction » sont comptés sur les doigts de la main. Cela a été révélé dans une conférence-débat organisée vendredi le 26 avril 2024 à Bujumbura par l'Association des Professeurs Retraités de l'Université du Burundi (APRUB). Ces universitaires proposent la révision du système BMD



*Gilbert Midende, président de l'Association des Professeurs Retraités de l'Université du Burundi (APRUB) affirme que le système BMD est mal parti, car certains préalables (pédagogiques, financiers, équipements, TIC, ...) devaient être réalisés avant son démarrage.*

« La réforme de BMD nous tient à cœur. Certains d'entre nous avaient participé à sa conception et à sa mise en œuvre. Nous sommes mal partis, car certains préalables (pédagogiques, financiers, équipements, TIC, ...) devaient être réalisés avant le démarrage du système BMD. Malheureusement, cela n'a pas été le cas. Pour un forum d'intellectuels que nous sommes et ce, dans plusieurs disciplines, nous ne pourrions pas nous taire, car nous avons une grande responsabilité devant l'histoire pour la formation des jeunes burundais », indique professeur Gilbert Midende, président de l'APRUB et recteur honoraire de l'Université du Burundi lors d'une conférence débat organisée à Bujumbura par cette association. Il précise que cette université compte aujourd'hui plus de 70 professeurs retraités.

Au début de l'année académique 2011-2012, le système Baccalauréat-Master-Doctorat (BMD) a démarré à l'université du Burundi après

près de deux ans de travaux en commission sans pour autant entrer en profondeur afin de trouver « le pourquoi de cette réforme ». Le système naguère en vigueur « candidatures et licences » n'avait pas été évalué pour en dégager les qualités et les défauts. Cela a-t-il été un piège ? Le système BMD est parti d'une idée de départ fautive : l'employabilité. Cette dernière voudrait dire que les sciences sociales, la philosophie, ... n'ont pas de place dans un monde où le cadre formé doit s'adapter à la machine. Cela a été révélé par professeur Théophile Ndikumana, recteur honoraire de l'Université de Ngozi. Il doute si les étudiants apprennent conformément à la manière dont ils sont évalués.

« Les raisons de cette problématique

sont entre autres les prérequis qui ne répondent pas aux besoins des étudiants. En plus, les méthodes d'évaluation sont inefficaces et les conditions précaires que vivent les étudiants influent négativement sur la réussite académique », explique le pédagogue Pr. Joseph Ndayisaba. Il n'est pas sûr que les enseignants forment les étudiants de façon à les rendre compétents professionnellement.

Une autre problématique évoquée par différents participants à la conférence-débat est que les étudiants ne suivent pas les filières de leur choix. Donc ils sont condamnés à l'échec. À cela s'ajoute la non-maîtrise de la langue d'enseignement (le français) par les étudiants sans oublier des lacunes liées à l'Ecole fondamentale.

## Les étudiants ne sont-ils pas brillants ?

Selon Pr. Ndikumana, une grande partie des étudiants échouent la première session d'examens. Le peu qui réussissent nagent dans les mentions « satisfaction et passable ». Les étudiants qui réussissent avec mention « distinction » sont rares. En plus de cela, un grand nombre d'étudiants avancent avec des unités d'enseignement à valider. Ce qui constitue un gros handicap. La distribution des réussites est centrée sur la mention « satisfaction ». Ce qui donnera très peu de candidats à la formation de niveau Master, la « distinction » étant la condition sine qua non pour y être enrôlé.

Or, un pays qui ne forme pas des élites ne peut pas mettre sur le marché de l'emploi de bon lauréats. « Comment parviendra-t-on à former de bons étudiants qui seront concurrentiels par exemple sur les plateformes des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle ? », se demande Pr. Ndikumana.

## Le diplôme de Bachelier n'en est pas un ?

« Le système BMD n'a pas été à la hauteur des attentes. Pire, nous délivrons un faux diplôme de Bachelier. A part les formations professionnalisantes, le BAC n'est pas un diplôme, car le vrai diplôme est le MASTER à l'instar des universités européennes. En plus, la suppression du mémoire a consacré la faiblesse générale des étudiants », interpelle Pr. Ndikumana.

Cet universitaire se demande beaucoup de questions sans

réponses. Les réformes de l'enseignement ont-ils conduit vers la performance ou le piège inattendu ? Pourquoi l'absence des études et évaluations préalables du système précédent ? Pourquoi l'absence de moyens humains et financiers pour atteindre les objectifs fixés et les résultats escomptés ? La formation des élites n'est peut-être pas dans le viseur des parties prenantes ? Pour lui, il vaut mieux développer un nouveau paradigme éducatif en matière d'enseignement.

## Les conditions de vie des étudiants à améliorer

Pour une bonne réussite des étudiants, Pr. Ndikumana propose l'introduction d'une nouvelle culture de transmission, d'apprentissage et de gestion : le Field and Room Teaching System (FRT). C'est-à-dire que le travail de laboratoire est suivi du cours magistral illustré par des exercices pris sur le vif. En plus, le Room InterActing Teaching System (RIA) consiste à exploiter au maximum les smartphones des étudiants pour revoir les prérequis et autres. Mais la condition indispensable est que l'internet doit être disponible. Qu'à cela ne tienne, APRUB recommande l'amélioration des conditions de vie de l'étudiant actuel. En plus, que l'Etat mette en application les recommandations issues des états généraux de l'éducation de 2022. Ces professeurs retraités se sont convenus d'alerter le gouvernement sur les problèmes liés à l'éducation et ont pris la résolution de continuer cette réflexion avec tous les partenaires concernés.

Gilbert Nkurunziza





VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE  
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR  
DES CADEAUX CUSTOMISÉS  
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,  
**HOPE DESIGN** VOUS PROPOSE  
DES GOURDES PERSONNALISÉES

